

ECOBUSINESS

PME - TPE - STARTUP

8 Avril 2025

www.lodj.ma



ÉCOUTER
CE NUMÉRO EN
DÉBAT-PODCAST



Algérie 2019-2025 : le tournant économique manqué ?

L'Algérie post-Hirak : économie verrouillée, jeunesse oubliée

8 questions pour comprendre l'économie algérienne d'aujourd'hui

SCAN ME



REALLY GREAT SITE

REALLY GREAT SITE

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO,
ÉMISSIONS WEB TV, PODCASTS, REPORTAGES, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS...



TOUTE L'INFORMATION À L'ORDRE DU JOUR ET EN CONTINU

www.lodj.ma



SCAN ME!

@lodjmaroc



SOMMAIRE

EDITO : L'ALGÉRIE POST-HIRAK, MIROIR D'UNE ÉCONOMIE EMPÊCHÉE

L'ILLUSION DE LA DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE EN ALGÉRIE : ENTRE ANNONCES PRÉSIDENTIELLES ET RÉALITÉS STRUCTURELLES

HYDROCARBURES : LE TALON D'ACHILLE DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE FACE AUX ENJEUX DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

L'INFLATION ALGÉRIENNE VUE DU QUOTIDIEN : QUAND UN POULET COÛTE 10 % DU SMIC

LES CONTRADICTIONS DU MODÈLE SOCIAL ALGÉRIEN : SUBVENTIONS, CHÔMAGE INDEMNISÉ ET INACTIVITÉ DE MASSE

LE PARI RATÉ DE LA POLITIQUE INDUSTRIELLE : QUE RESTE-T-IL DE L'AMBITION D'UN "MADE IN ALGERIA"?

ALGÉRIE-UE : VERS UNE GUERRE COMMERCIALE LARVÉE ?

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ALGÉRIENNE : ENTRE POTENTIEL SOLAIRE ET DÉPENDANCE FOSSILE

JEUNESSE ALGÉRIENNE : GÉNÉRATION SACRIFIÉE OU FORCE ÉCONOMIQUE IGNORÉE ?

AVIS DE NOTRE EXPERT INVITE : ABDELGHANI EL ARRASSE

ECO BUSINESS
PME - TPE - STARTUP

L'ODJ
L'OPINION DES JEUNES

الرسالة
ARRISSALA. SA

Imprimerie Arrissala

ECO BUSINESS DU 8 AVRIL 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN

WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHSEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur : www.pressplus.ma



L'ALGÉRIE POST-HIRAK, MIROIR D'UNE ÉCONOMIE EMPÊCHÉE

Lorsque le Policy Center for the New South publie, sous la plume d'Abdessalam Saad Jaldi, une analyse aussi lucide qu'implacable sur l'Algérie post-2019, il ne s'agit pas d'un simple constat politique : c'est un miroir tendu à une économie qui tourne le dos à son peuple.

Le Policy Paper intitulé « L'Algérie post-2019 : aux antipodes des revendications du Hirak » revient sur les six années écoulées depuis ce soulèvement citoyen, porteur d'un espoir immense.

Ce que nous retenons aujourd'hui, c'est moins une révolution avortée qu'une transformation évitée.

À L'Eco Business, nous avons choisi de prendre ce texte au sérieux — non pour réactiver une lecture militante des événements, mais pour poser les bonnes questions économiques, celles qui engagent l'avenir.

En huit volets, ce numéro spécial entend interroger les fondations structurelles d'un modèle algérien prisonnier de sa rente, de ses blocages administratifs, de son autoritarisme rampant et de sa peur de la jeunesse.

Derrière les annonces officielles de diversification, de relance industrielle ou de transition énergétique, la réalité est brutale : 86 % des exportations proviennent toujours des hydrocarbures, les projets emblématiques stagnent, et les salaires réels reculent. Dans un pays où un simple poulet coûte 10 % du SMIC, où l'indemnisation du chômage devient une stratégie d'apaisement social, et où l'exode des talents se banalise, il ne suffit plus de promettre des réformes. Il faut les engager.

Car l'économie algérienne est en apnée. Elle avance dans un monde qui change, mais avec des outils du passé. La rente pétrolière — dopée temporairement par la guerre en Ukraine — a retardé l'inévitable : réformer. Réformer, cela veut dire ouvrir, responsabiliser, diversifier, et surtout faire confiance à ses forces vives. Or, l'Algérie d'aujourd'hui semble faire tout l'inverse.

Ce numéro spécial, fruit d'une lecture critique et contextualisée du Policy Paper, aborde huit angles essentiels : de la fausse diversification industrielle à la diplomatie économique fragile face à l'Union européenne, en passant par l'échec de la transition énergétique ou l'abandon silencieux de sa jeunesse.

Chaque question posée est une alerte, mais aussi une invitation au débat, à l'action, à la révision stratégique.

L'Algérie n'est pas un pays condamné. C'est une nation à la croisée des chemins, riche d'un capital humain immense, d'un potentiel énergétique unique, et d'un rôle géopolitique régional clé.

Mais encore faut-il qu'elle sorte du cycle de la défiance et de la dépendance.

À travers ce dossier, L'Eco Business espère contribuer à faire émerger une parole économique libre, informée, et sans complaisance. Car derrière les chiffres et les indicateurs, il y a des vies, des trajectoires brisées, des aspirations trahies — et peut-être, demain, une reconstruction à mener.





Rente, répression et régression : la triple impasse algérienne

Depuis le soulèvement populaire du Hirak en février 2019, l'Algérie traverse une période charnière de son histoire contemporaine. Ce mouvement, né du rejet d'un cinquième mandat pour le président Bouteflika, a exprimé une aspiration à une deuxième République démocratique, civile, et libérée de l'héritage militaro-politique post-indépendance. Pourtant, six ans plus tard, les espoirs de transformation profonde sont largement déçus.

L'armée nationale populaire (ANP) s'est réaffirmée comme le pivot du pouvoir algérien. En s'imposant au sommet de l'État au détriment des services de renseignement et d'une présidence marginalisée, elle a verrouillé les institutions en consolidant sa mainmise politique. La présidence de Tebboune, issue d'élections contestées en 2019 (avec des taux de participation controversés oscillant entre 25 % et 50 %), peine à convaincre. Son déficit de légitimité, accentué par une gestion autoritaire des libertés, trahit les attentes du Hirak.

L'érosion des libertés est manifeste. Le droit de manifester est conditionné par des autorisations préalables, criminalisant les attroupements non armés. Des lois, comme celle de 2012 sur les associations ou les révisions du Code pénal de 2020, limitent la liberté d'expression, d'association et de la presse. Des figures du Hirak et journalistes ont été arrêtés, parfois condamnés lourdement. La Constitution de 2020, prétendument réformatrice, renforce en réalité le rôle de l'armée (article 30) comme garante des « intérêts vitaux et stratégiques », tout en affaiblissant les garanties juridiques des droits fondamentaux.

Sur le plan économique, malgré des indicateurs en apparence positifs (PIB de 260,1 Mds USD, croissance de 3,8 % en 2024, dette publique maîtrisée à 45,7 % du PIB), la réalité est moins favorable : 86 % des exportations et 47 % des recettes budgétaires proviennent des hydrocarbures. L'économie demeure vulnérable, car les investissements sont insuffisants, la production stagne, et les infrastructures énergétiques sont vieillissantes. Les revenus exceptionnels tirés de la guerre en Ukraine (60 Mds EUR en 2022) ont surtout permis de maintenir les subventions et retarder les réformes structurelles.

Le pouvoir d'achat est en chute : les salaires stagnent (+1,5 % annuel), alors que l'inflation dépasse les 5 %, rendant les produits de base inaccessibles. Le SMIC couvre à peine 10 % du coût d'un poulet à Alger. Paradoxalement, trois millions de chômeurs reçoivent 70 % du salaire minimum sans activité productive, nourrissant une inactivité généralisée sans enrayer l'émigration.

Les tentatives de diversification, telles que l'usine Fiat près d'Oran (90 000 véhicules/an espérés en 2026), l'extension du réseau ferroviaire ou l'essor de secteurs non énergétiques (engrais, ciment, sidérurgie), restent insuffisantes. L'export hors hydrocarbures a certes progressé de 2 à 5 Mds USD entre 2019 et 2023, mais la structure de l'économie demeure déséquilibrée.

Sur le plan diplomatique, Alger multiplie les revers. Échec de la candidature aux BRICS, perte d'influence au Sahel, tensions commerciales avec l'UE (procédure engagée pour restrictions aux exportations), et image écornée par les expulsions de migrants. La dépendance énergétique, en dépit de partenariats avec ENI, Total, Gazprom ou ExxonMobil, ne s'est pas traduite par un réel poids géopolitique. L'Algérie est ainsi contrainte d'un réalignment stratégique entre Washington, Moscou et Pékin, sans orientation claire.

L'Algérie post-2019 incarne un paradoxe : alors que la population appelait à une refondation démocratique, le pouvoir a renforcé un régime militarisé, autoritaire et économiquement dépendant. Les promesses de réforme n'ont débouché que sur un simulacre de transformation. L'économie, malgré des marges budgétaires, reste piégée dans une logique rentière, freinant toute émancipation sociale et politique durable.

Diversification économique en Algérie : la promesse éternellement reportée



Une ambition présidentielle confrontée à la réalité du terrain

Depuis son arrivée au pouvoir fin 2019, le président Abdelmadjid Tebboune n'a cessé de marteler sa volonté de « rompre avec la dépendance aux hydrocarbures » en inscrivant la diversification économique comme priorité nationale. Pourtant, cinq ans plus tard, l'économie algérienne reste prisonnière d'un modèle rentier, où les hydrocarbures représentent encore 86 % des exportations, 47 % des recettes budgétaires et 14 % du PIB. La diversification annoncée semble davantage un slogan qu'une dynamique réelle.

Des projets vitrines sans effet structurant

Quelques projets emblématiques, comme l'usine Fiat de Tafraoui près d'Oran (prévue pour 90 000 véhicules/an en 2026) ou l'extension du réseau ferroviaire, ont été mis en avant comme symboles de la relance industrielle. Mais leur impact sur la structure de l'économie reste marginal. La part de l'industrie manufacturière dans le PIB reste inférieure à 6 %, loin des standards des pays émergents. Les exportations non énergétiques ont certes augmenté, passant de 2 à 5 milliards USD entre 2019 et 2023, mais restent dérisoires face à la rente pétrolière.

Un environnement décourageant pour l'investissement

Le manque de visibilité, les lourdeurs administratives et l'instabilité réglementaire continuent de freiner les investissements productifs. Le cas des IDE (investissements directs étrangers) est révélateur : bien qu'en hausse (1,2 milliard USD en 2023 contre 255 millions en 2022), cette progression reste concentrée sur le secteur pétrolier.

Les restrictions imposées par l'État, comme la fameuse règle du 51/49 % pour les projets étrangers, combinées à la judiciarisation de la vie économique, inquiètent les investisseurs. Même les grands groupes comme TotalEnergies ou ENI ne détiennent que des parts minoritaires dans les projets, limitant les effets d'entraînement sur l'économie locale.

Le piège de la rente pétrolière

La flambée des prix du pétrole après la guerre en Ukraine a apporté un répit budgétaire à Alger, avec 60 milliards EUR de revenus hydrocarbures en 2022 (+70 % en un an). Cette rente permet de maintenir des subventions massives (carburant, alimentation, logement) sans mener les réformes douloureuses nécessaires. Mais elle renforce la dépendance et encourage une forme d'attentisme économique. Dès que les cours baissent, les fragilités resurgissent : déficit budgétaire (-9,4 % du PIB en 2024), inflation (5,3 %), chômage (12,7 %), et baisse du pouvoir d'achat généralisée.

Une jeunesse en décalage

Avec plus de 46 millions d'habitants en 2024, dont une majorité de jeunes, l'économie algérienne devrait être dynamique. Or, le tissu entrepreneurial reste étouffé. La bureaucratie, le clientélisme, et le manque de soutien aux PME freinent l'innovation. Résultat : la croissance hors hydrocarbures reste faible et la fuite des cerveaux s'accélère.

La diversification économique algérienne reste une promesse suspendue entre volontarisme politique et inertie structurelle. Tant que les réformes de fond ne seront pas engagées — fiscalité, climat des affaires, gouvernance, rôle de l'armée dans l'économie — le pays risque de rester prisonnier du pétrole. Et les Algériens, d'attendre encore la transformation annoncée.

Hydrocarbures : le talon d'Achille d'une Algérie à la croisée des chemins énergétiques



Une rente qui rassure... mais qui fragilise

L'Algérie reste l'un des géants énergétiques du continent africain. Avec une production de pétrole et de gaz qui représente près de la moitié des recettes budgétaires et plus de 85 % des exportations, l'économie du pays repose toujours massivement sur ses hydrocarbures. Cette dépendance, loin d'être un simple héritage, s'est même consolidée depuis le Hirak de 2019, en raison de la flambée des cours mondiaux consécutive à la guerre en Ukraine. En 2022, les revenus du secteur ont bondi à 60 milliards d'euros, offrant un ballon d'oxygène au régime.

Mais cette embellie est trompeuse. L'économie algérienne reste terriblement vulnérable aux chocs exogènes. En 2020, lors de la pandémie, Sonatrach, la compagnie nationale, n'avait mobilisé que 20 milliards de dinars d'investissement — moitié moins qu'en année normale. Cette volatilité empêche toute planification sérieuse, tant au niveau industriel que budgétaire.

Stagnation de la production : un signal d'alerte

Depuis plus d'une décennie, la production pétrolière et gazière algérienne stagne, avec une croissance annuelle de seulement 1 à 2 % les bonnes années. Les infrastructures vieillissent, les investissements en exploration et maintenance sont insuffisants, et les partenariats internationaux, bien que nombreux, restent bloqués à l'étape des intentions. Le géant américain ExxonMobil, par exemple, exige des allègements fiscaux avant tout engagement ferme dans l'exploitation du gaz de schiste.

De plus, les projets pétroliers sont contraints par la loi de 1971 qui garantit à Sonatrach la majorité des parts, limitant l'appétit des investisseurs. Ce cadre légal freine l'apport technologique et financier nécessaire pour relancer le secteur. Résultat : les exportations de gaz ont chuté de 21 % en octobre 2024, un signal inquiétant à l'heure où Alger cherche à s'imposer comme fournisseur fiable pour l'Europe.

Une transition énergétique à la traîne

Face à l'épuisement progressif des réserves fossiles et à l'augmentation de la demande intérieure (notamment en électricité), l'Algérie est confrontée à l'urgence d'une transition énergétique. Pourtant, les investissements dans le solaire et les renouvelables restent modestes. En 2024, la capacité installée en énergies renouvelables a reculé par rapport à 2017, malgré quelques annonces d'extensions solaires dans le sud du pays.

Le paradoxe est cruel : bien que dotée d'un ensoleillement exceptionnel et d'un potentiel géographique immense, l'Algérie accuse un retard manifeste dans les énergies vertes, tandis que ses voisins, comme le Maroc, ont engagé depuis plusieurs années une stratégie de transition énergétique volontariste.

Une bombe sociale à retardement

La demande intérieure en énergie explose avec la croissance démographique, grignotant la part exportable. Le modèle actuel, basé sur une énergie subventionnée et un faible rendement énergétique, n'est plus viable. Le maintien de la paix sociale à coup de carburants bon marché et de salaires non productifs (3 millions de chômeurs indemnisés) constitue une impasse économique et budgétaire.

L'Algérie est à la croisée des chemins. Continuer à s'accrocher à une rente épuisable ou investir dans l'après-pétrole ? La transition énergétique ne peut plus être un simple discours. Elle doit devenir une stratégie de survie nationale.

Inflation galopante en Algérie : quand un poulet devient un luxe

Le quotidien des Algériens étranglé par la flambée des prix

Depuis plusieurs mois, les ménages algériens vivent une crise silencieuse mais profonde : la perte brutale de leur pouvoir d'achat. Symbole de cette dérive, le prix du poulet, denrée populaire par excellence, a atteint 2 000 dinars à Alger, soit près de 10 % du salaire minimum garanti (SMIG), estimé autour de 20 000 dinars. Converti au taux parallèle, cela représente à peine 80 dollars par mois, plaçant la population dans une situation d'asphyxie économique quotidienne.

Les données officielles confirment ce malaise. Si l'inflation est annoncée à 5,3 % en 2024, les hausses réelles des prix alimentaires dépassent souvent les 15 %, voire 20 % sur certains produits de base. Le décalage entre les chiffres macroéconomiques et la réalité vécue par les Algériens alimente une profonde défiance vis-à-vis des institutions.

Salaires stagnants, prix explosifs : une équation mortelle

Le principal problème réside dans l'inadéquation entre l'évolution des prix et celle des revenus. Selon l'Office national des statistiques, les salaires n'augmentent que de 1,5 % en moyenne par an, très en deçà du rythme de l'inflation. Cette déconnexion entraîne une paupérisation accélérée, y compris des classes moyennes qui peinent désormais à accéder aux produits de première nécessité.

Même les cadres supérieurs ressentent la crise. Les prestations hospitalières dans les cliniques privées sont devenues inaccessibles, tandis que les hôpitaux publics sont saturés, en particulier dans les villes de l'intérieur. Les files d'attente pour un rendez-vous médical peuvent durer plusieurs semaines, quand ce n'est pas plusieurs mois.



Une politique salariale incohérente

La stratégie de l'État face à cette crise suscite de nombreuses critiques. Trois millions de chômeurs perçoivent 70 % du SMIG sans contrepartie de travail, une politique qui, loin de lutter contre la précarité, renforce l'inactivité et encourage l'émigration, notamment des jeunes. Dans le même temps, 2,8 millions de fonctionnaires et 3 millions de retraités attendent une revalorisation de leurs salaires et pensions promise mais constamment repoussée.

Cette politique d'endiguement social par les transferts monétaires, alimentée par les recettes des hydrocarbures, peut sembler efficace à court terme. Mais elle s'apparente à une stratégie de survie budgétaire fondée sur une rente volatile, incapable de répondre aux besoins structurels d'une économie de production.

Le marché parallèle, arbitre de la vie quotidienne

Un autre facteur accentue la dégradation du pouvoir d'achat : la prolifération du marché noir et des taux de change parallèles. En février 2025, le dinar s'échangeait à 134,59 pour 1 USD officiellement, mais bien au-delà sur le marché informel. Cette dualité monétaire favorise la spéculation, pénalise les importations légales, et fausse tous les repères de prix.

Sans réforme de fond sur les prix, les salaires, la fiscalité et le système de subvention, l'Algérie risque de plonger dans une crise sociale de grande ampleur. Le citoyen algérien, qui réclame dignité et justice économique depuis le Hirak, ne pourra se satisfaire éternellement de discours officiels déconnectés du coût réel de la vie.

Chômage indemnisé en Algérie : une paix sociale qui entretient l'inactivité

Une politique généreuse... mais contre-productive ?

Dans un contexte de crise économique persistante, l'Algérie s'est engagée dans une politique sociale inédite : indemniser massivement les chômeurs sans condition de contrepartie. Trois millions de demandeurs d'emploi perçoivent ainsi 70 % du SMIG, une mesure défendue par les autorités comme un rempart contre l'extrême pauvreté et un frein à l'émigration illégale. Pourtant, cette stratégie révèle aujourd'hui ses limites économiques et sociales.

Derrière cette redistribution de rente, financée par les hydrocarbures, se cache un paradoxe inquiétant : loin de favoriser la réinsertion, ce système semble consolider une économie de la dépendance, où le travail productif devient l'exception. Le message implicite envoyé à la jeunesse ? Mieux vaut attendre que travailler.

Un modèle économique dissuasif

Les entrepreneurs algériens, notamment dans l'agriculture, la petite industrie ou les services, dénoncent des difficultés croissantes à recruter. Dans plusieurs régions, les emplois proposés à 30 000 ou 35 000 dinars par mois sont refusés au profit de l'allocation chômage, moins contraignante et moins risquée.

Ce phénomène installe une logique perverse : le coût du non-travail devient plus attractif que celui du travail, surtout dans un contexte où les conditions d'emploi sont souvent précaires, sans contrat ni protection sociale. Le système de subvention, initialement pensé comme une aide temporaire, est devenu un substitut au marché de l'emploi.

L'économie informelle prospère

Par ailleurs, ce chômage indemnisé nourrit une économie souterraine florissante. Nombre de bénéficiaires exercent des activités non déclarées, parfois lucratives, cumulant ainsi allocation et revenus parallèles. Les pertes pour les caisses de l'État sont considérables, sans parler du sentiment d'injustice ressenti par les travailleurs réguliers.

La Banque d'Algérie estime que plus de 40 % de l'activité économique nationale s'effectue hors des circuits officiels. Ce poids de l'informel rend toute réforme fiscale ou sociale difficile à appliquer, et mine la capacité de l'État à construire un système de sécurité sociale viable.



Des effets limités sur l'émigration

L'un des objectifs affichés par le gouvernement était de dissuader les jeunes de prendre la mer. Mais les faits démentent cette ambition : les départs clandestins vers l'Europe continuent, y compris parmi les titulaires de diplômes universitaires et les allocataires. Le sentiment de stagnation, l'absence de perspectives et la corruption généralisée alimentent un profond désespoir.

Vers une réforme nécessaire mais impopulaire

Le président Tebboune, réélu en 2024, n'a pas encore osé remettre en question ce dispositif, malgré les alertes des économistes. Une réforme du marché du travail — basée sur la formation professionnelle, l'accompagnement des jeunes, l'investissement productif et l'incitation à l'emploi — serait pourtant indispensable. Mais elle suppose une refonte complète de l'appareil administratif, souvent jugé inefficace, et une vision politique de long terme, peu compatible avec la logique rentière actuelle.

Le chômage indemnisé en Algérie révèle un dilemme cruel : maintenir la paix sociale à court terme ou engager une véritable dynamique de travail. Tant que l'État n'offrira pas un cadre incitatif et digne pour produire, entreprendre et innover, il ne sortira pas du cercle vicieux de l'inactivité financée par une rente en sursis.

“Made in Algeria” : un label qui peine à prendre forme



Une ambition nationale contrariée par les réalités du terrain

Depuis plusieurs années, l'Algérie affiche sa volonté de développer un tissu industriel national capable de réduire sa dépendance aux importations et de créer de la valeur ajoutée locale. Le slogan “Made in Algeria” devait incarner cette renaissance industrielle. Pourtant, malgré des projets médiatisés et une rhétorique volontariste, le bilan reste largement en deçà des promesses.

L'exemple emblématique de cette politique industrielle est l'usine Fiat de Tafraoui, inaugurée fin 2023 avec l'objectif de produire 90 000 véhicules par an à partir de 2026. Ce projet, salué comme un jalon d'intégration industrielle, ne masque toutefois pas les limites du secteur. La production actuelle reste embryonnaire, l'essentiel des composants étant importé. Le taux d'intégration locale reste inférieur à 10 %, loin des standards internationaux requis pour parler de véritable industrie automobile.

Une industrie fragilisée par l'importation déguisée

L'Algérie a longtemps privilégié le montage local (“SKD/CKD”) au détriment de la fabrication. Cette stratégie, censée préparer une montée en gamme progressive, a en réalité servi d'alibi à une importation déguisée de véhicules ou d'équipements, sans création d'emplois significative ni transfert technologique réel.

Dans le secteur de l'électroménager, par exemple, des marques locales se contentent d'assembler des pièces venues d'Asie ou d'Europe, avec une faible valeur ajoutée. L'absence de stratégie industrielle à long terme, de normes de qualité claires, et de soutien à la recherche-développement limite la compétitivité des produits algériens.

Un environnement peu propice à l'initiative privée

Les industriels nationaux dénoncent un environnement hostile : bureaucratie paralysante, instabilité réglementaire, fiscalité incohérente, et surtout une absence de financement accessible pour les PME. Le capitalisme de connivence continue à orienter les marchés publics vers des cercles restreints, décourageant l'innovation et l'investissement à large échelle.

L'industrialisation ne se décrète pas : elle se construit à partir de politiques cohérentes, d'infrastructures logistiques efficaces, de formation professionnelle adaptée et de confiance entre l'État et les entrepreneurs. En l'état, l'Algérie ne remplit pas ces conditions.

Quelques avancées sectorielles, mais isolées

Des progrès notables sont toutefois enregistrés dans certains secteurs comme la sidérurgie, les engrais et le ciment, dont les exportations ont connu une hausse entre 2019 et 2023. Le pays a aussi vu ses exportations non liées aux hydrocarbures passer de 2 à 5 milliards USD, mais cela reste marginal à l'échelle de l'économie nationale.

Le gouvernement mise également sur l'extension du réseau ferroviaire pour dynamiser les flux de marchandises et faciliter le désenclavement industriel, en particulier dans le sud. Ces projets sont prometteurs mais devront impérativement s'accompagner d'une stratégie industrielle structurée et d'un cadre institutionnel stable.

Le “Made in Algeria” ne peut réussir qu'en se détachant du marketing politique pour devenir un levier de souveraineté économique.

Cela suppose de s'attaquer aux racines du sous-développement industriel : monopoles, inertie administrative, dépendance technologique. En l'absence de ces réformes, le label risque de rester un symbole creux, déconnecté des réalités de la production locale.

Algérie–Union européenne : vers une guerre commerciale larvée ?

Un partenariat mis à l'épreuve par des restrictions unilatérales

Depuis 2005, l'Algérie est liée à l'Union européenne (UE) par un Accord d'association qui devait favoriser l'intégration commerciale et le développement des échanges. Mais, depuis 2021, Alger a multiplié les restrictions sur les exportations et les investissements européens, suscitant l'inquiétude croissante de Bruxelles. En juin 2024, la Commission européenne a lancé une procédure officielle de règlement des différends contre l'Algérie, marquant un tournant dans les relations bilatérales.

Au cœur du conflit : des mesures jugées protectionnistes. L'Algérie impose désormais des limitations drastiques à l'importation de nombreux produits – agricoles, industriels, véhicules à moteur – au nom de la protection de sa balance commerciale. Dans le même temps, elle entrave les investissements étrangers dans certains secteurs jugés stratégiques, comme l'agroalimentaire, la distribution ou les services.

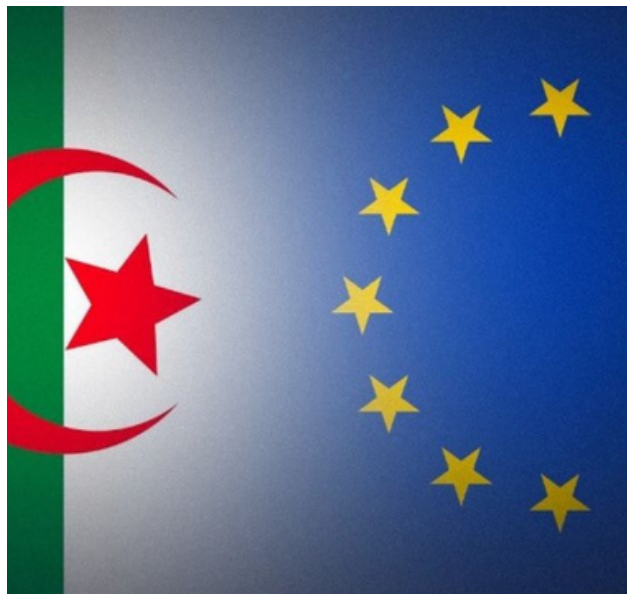
Un repli souverainiste aux relents autoritaires

Pour Alger, ces décisions relèvent d'un choix stratégique : préserver sa souveraineté économique, relancer la production nationale et éviter la "désindustrialisation par l'importation". Mais pour Bruxelles, elles constituent des violations claires des engagements contractuels, notamment sur la liberté d'établissement, la non-discrimination et la transparence réglementaire.

Cette divergence de perception s'inscrit dans un climat plus large de repli économique où l'État algérien renforce son contrôle sur les secteurs dits "vitaux", au nom des "intérêts stratégiques de la nation". Or, ce recentrage s'est souvent traduit par un cadre juridique flou, des procédures opaques, et un rejet croissant des normes multilatérales.

Un impact dissuasif sur les investissements directs étrangers (IDE)

Ces tensions ne sont pas sans conséquences. Alors que l'Algérie tente d'attirer des partenaires étrangers pour relancer son économie, notamment dans l'énergie et l'industrie, le message envoyé aux investisseurs européens est ambigu. L'UE représentait historiquement plus de 50 % du commerce extérieur de l'Algérie, et ses entreprises figuraient parmi les premiers pourvoyeurs d'IDE.



Or, selon le rapport 2024 de la CNUCED, l'Algérie n'a attiré que 1,2 milliard USD d'IDE, malgré les opportunités offertes par la rente énergétique. Ce chiffre reste faible pour un pays de plus de 46 millions d'habitants, surtout face à la concurrence des marchés marocain, égyptien ou tunisien, plus ouverts et juridiquement plus sûrs.

Un dialogue difficile, mais encore possible

Bruxelles cherche à résoudre le conflit par la voie diplomatique, en activant les mécanismes prévus par l'Accord d'association. Mais Alger campe sur ses positions, évoquant sa priorité à l'emploi local, à la production nationale et à la souveraineté industrielle.

Les prochaines étapes seront décisives : en l'absence d'accord, l'UE pourrait saisir l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou appliquer des mesures de rétorsion ciblées. Une telle escalade risquerait d'aggraver l'isolement commercial de l'Algérie, au moment même où elle tente de diversifier ses partenaires et relancer ses exportations hors hydrocarbures.

Cette crise révèle les contradictions d'une Algérie qui veut à la fois attirer l'investissement étranger, protéger son tissu productif, et affirmer sa souveraineté. Le risque d'un isolement accru n'est pas à négliger, à moins d'un revirement stratégique ou d'un compromis intelligent avec ses principaux partenaires économiques.

Algérie : le soleil brille, mais la transition énergétique reste dans l'ombre

Avec plus de 3 000 heures d'ensoleillement par an et un Sahara couvrant 80 % de son territoire, l'Algérie possède l'un des gisements solaires les plus prometteurs au monde.

Pourtant, en 2025, la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique algérien reste inférieure à 2 %, un chiffre en recul par rapport aux objectifs fixés dès 2011. Le contraste entre potentiel et réalité est saisissant.

Le programme Tafouk 1, annoncé en grande pompe en 2020 pour produire 4 000 MW d'électricité solaire, n'a jamais dépassé le stade des appels d'offres.

Les rares centrales existantes, comme celles d'Hassi R'mel ou de Ghardaïa, fonctionnent à bas régime, sans intégration significative au réseau national. Les investissements restent très en deçà des besoins, et l'État n'a pas défini de cadre réglementaire stable pour inciter les acteurs privés à se positionner.

Une rente fossile qui freine la mutation

Le principal frein à cette transition énergétique est paradoxal : la rente pétrolière et gazière, qui continue de financer l'essentiel du budget de l'État. Sonatrach, géant des hydrocarbures, capte l'essentiel des ressources et oriente les priorités nationales.

Résultat : les énergies renouvelables restent cantonnées à un rôle symbolique, alors même que la consommation électrique intérieure explose.

En 2024, l'Algérie a consommé plus de 60 milliards de kWh, avec une croissance annuelle de 6 à 8 %.

Cette demande croissante grignote la part des exportations gazières, pourtant vitales pour les finances publiques.

La transition énergétique n'est plus un luxe écologique : elle devient une nécessité économique et géopolitique.



Une stratégie énergétique floue

Le pays n'a pas encore tranché entre plusieurs modèles : continuer à alimenter l'Europe en gaz fossile, se positionner sur l'hydrogène vert, ou développer des parcs solaires pour la consommation nationale. L'absence de vision claire handicape la planification. Le ministère de la Transition énergétique, créé en 2020, manque de moyens et reste marginalisé dans les décisions stratégiques.

Les initiatives de partenariat avec l'Europe — notamment autour de l'hydrogène vert ou de l'exportation d'électricité solaire — peinent à voir le jour, faute de garanties juridiques et d'infrastructures de transport. Pendant ce temps, le Maroc, voisin et rival géopolitique, exporte déjà son électricité solaire vers l'Espagne via des interconnexions fiables.

Un risque d'étouffement énergétique

À ce rythme, l'Algérie court le risque d'un effondrement de son modèle énergétique : baisse des exportations, explosion de la demande intérieure, panne d'investissement dans les réseaux. Sans transition accélérée, le pays devra choisir entre éclairer ses villes ou honorer ses contrats d'exportation.

Un virage énergétique encore à négocier

Le soleil algérien pourrait alimenter tout le bassin méditerranéen. Mais sans réforme profonde de la gouvernance énergétique, sans encouragement massif à l'investissement vert, et sans désengagement progressif de la rente fossile, la transition restera un mirage saharien. Et l'Algérie, un géant solaire endormi.

Jeunesse algérienne : génération sacrifiée ou force économique ignorée ?

Avec plus de 65 % de sa population âgée de moins de 35 ans, l'Algérie possède un potentiel humain considérable. Dans d'autres contextes, une telle jeunesse serait un atout majeur pour la croissance, l'innovation et la résilience économique. Mais sur le terrain, cette majorité démographique apparaît marginalisée, frustrée et désabusée. Le mot qui revient dans tous les témoignages : hasra — la frustration d'un avenir bloqué.

Le taux de chômage des jeunes atteint 40 % dans certaines wilayas, et même 60 % chez les jeunes femmes diplômées. Chaque année, plus de 400 000 jeunes arrivent sur le marché du travail, sans que celui-ci puisse les absorber. Les offres d'emploi sont rares, souvent précaires, mal rémunérées ou réservées à des réseaux fermés.

Des formations déconnectées des besoins économiques

Le système éducatif algérien forme massivement des juristes, des économistes ou des linguistes, alors que le marché a besoin de techniciens, d'informaticiens, d'ingénieurs et de profils opérationnels. L'inadéquation entre formation et emploi est devenue structurelle, aggravée par le manque de coordination entre les ministères de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et du Travail.

Les diplômés des grandes écoles ou des universités finissent souvent au chômage, ou contraints d'accepter des postes sous-qualifiés. Beaucoup préfèrent prendre la mer, tenter l'exil, ou fuir vers le secteur informel, devenu un refuge pour une jeunesse désorientée.

investir dans la jeunesse ou hypothéquer l'avenir

Le sort de la jeunesse algérienne est un test décisif pour l'avenir du pays. Tant que l'on considèrera les jeunes comme une variable sociale à gérer plutôt qu'une force économique à activer, la crise de confiance s'amplifiera. Investir dans leur formation, leur liberté d'entreprendre, leur accès au financement et leur participation politique est la seule voie pour sortir du piège rentier et renouer avec l'espoir. Autrement, c'est une génération entière que l'Algérie risque de perdre.



Entrepreneuriat : un rêve brisé par la bureaucratie

Les dispositifs de soutien à l'entrepreneuriat, comme l'ANSEJ, devaient incarner la nouvelle politique d'autonomisation économique des jeunes. Mais ces programmes, minés par la corruption, la mauvaise gestion et l'absence d'accompagnement, ont souvent tourné au fiasco. De nombreux jeunes se sont endettés sans jamais pouvoir démarrer leur activité, tandis que d'autres ont vu leur projet échouer face aux lenteurs administratives.

Les jeunes porteurs d'idées innovantes sont confrontés à un mur de formalités, de refus de crédits bancaires, et d'obstacles réglementaires. La méfiance institutionnelle envers l'initiative privée freine l'émergence d'une génération d'entrepreneurs, pourtant capable de transformer le paysage économique.

La fuite des cerveaux : une hémorragie silencieuse

En 2023, plus de 18 000 médecins algériens exerçaient à l'étranger, selon les syndicats. Des milliers d'ingénieurs, d'informaticiens, de chercheurs et d'artistes ont quitté le pays pour des raisons professionnelles ou politiques. L'Algérie perd ainsi ses talents, formés à grands frais, sans mécanisme de retour ou de valorisation de la diaspora.



INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING

REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!

Les paradoxes algériens : Une nation riche, un peuple en difficulté



Ce livre analyse les profondes contradictions de l'Algérie contemporaine, riche en ressources naturelles mais incapable d'offrir une prospérité partagée à sa population. À travers une lecture stratégique, l'auteur met en lumière les blocages structurels d'un modèle rentier dominé par les hydrocarbures, miné par la centralisation, la corruption et la bureaucratie. L'Algérie, malgré un potentiel immense en énergies renouvelables, en capital humain et en agriculture, reste prisonnière d'une gouvernance autoritaire et d'une économie de prédation. Le livre dénonce l'inefficacité des politiques publiques, l'échec des réformes éducatives et l'exclusion des jeunes et des régions marginalisées. Il explore aussi les limites de l'insertion internationale et les occasions manquées face aux transitions régionales. Loin d'un pamphlet, c'est un appel à la lucidité, à la responsabilité collective et à la réinvention d'un projet national. L'Algérie, affirme l'auteur, ne manque pas de ressources, mais de stratégie.



SCAN ME

@lodjmaroc



Algérie : Une richesse pétrolière sans prospérité – Défis et perspectives pour un avenir incertain



L'économie algérienne fait face à des problématiques structurelles profondes qui entravent son développement et limitent les retombées positives de la rente gazière et pétrolière sur les citoyens. Ce constat met en évidence une forte dépendance aux hydrocarbures, une diversification économique balbutiante, un climat des affaires peu favorable, une inflation persistante, un modèle social à bout de souffle, un déficit en infrastructures et une allocation budgétaire déséquilibrée.

De plus, les nouvelles orientations économiques internationales, notamment celles des États-Unis sous la présidence de Donald Trump, risquent d'aggraver la situation économique du pays.

Une économie extrêmement dépendante des hydrocarbures

L'Algérie reste un pays rentier dont l'économie repose quasi exclusivement sur les hydrocarbures. Ces derniers représentent plus de 90 % des exportations, environ 60 % des recettes budgétaires et 40 % du PIB.

Cette extrême dépendance expose le pays à une grande vulnérabilité face aux fluctuations des prix du pétrole et du gaz, mettant ainsi en péril la stabilité économique à chaque crise énergétique mondiale.

Un contraste frappant avec d'autres pays riches en hydrocarbures

Malgré sa grande richesse en gaz et en pétrole, l'Algérie ne parvient pas à traduire ces ressources en un développement économique et social comparable à celui des pays du Golfe comme l'Arabie saoudite, le Qatar ou les Émirats arabes unis.

Contrairement à ces pays qui ont investi massivement dans les infrastructures, l'éducation et la diversification économique, l'Algérie peine à moderniser son économie et à améliorer les conditions de vie de ses citoyens.

Un climat des affaires peu attractif

L'environnement économique algérien est marqué par une lourdeur bureaucratique qui freine les investissements, notamment étrangers. Les démarches administratives complexes, le manque de transparence et l'instabilité réglementaire dissuadent les entrepreneurs.

De plus, la présence d'un secteur informel dominant, qui représente plus de 50 % des activités économiques, révèle la difficulté d'intégrer une large partie de la population active dans l'économie formelle.

Une inflation persistante et un pouvoir d'achat en berne

L'Algérie est confrontée à une inflation structurelle qui dégrade le niveau de vie de la population. En 2023, le taux d'inflation moyen s'élevait à 9,32 %, tandis qu'en 2024, bien qu'en légère baisse (6,8 % en mai), la pression sur les prix reste élevée.

La dévaluation du dinar, conjuguée à une forte dépendance aux importations, a pour conséquence une augmentation du coût des produits de première nécessité, dont les importations sont souvent monopolisées par un petit nombre d'acteurs.

Algérie : Une richesse pétrolière sans prospérité – Défis et perspectives pour un avenir incertain



Un déficit criant en infrastructures

Malgré d'importantes ressources financières, l'Algérie souffre d'un manque d'infrastructures de qualité.

Le réseau routier, les hôpitaux, les écoles et les infrastructures industrielles sont largement insuffisants pour répondre aux besoins de la population et soutenir une diversification économique efficace.

Ce retard constitue un frein majeur au développement du pays et aggrave les inégalités régionales.

Une allocation budgétaire controversée

Un autre point critique concerne la gestion des finances publiques. En 2025, l'Algérie prévoit de dépenser 25 milliards de dollars pour l'importation d'armements, un budget très élevé qui pourrait être réorienté vers des projets de développement économique, la création d'emplois et l'amélioration des infrastructures.

Un contexte international de plus en plus défavorable

Les nouvelles orientations économiques des États-Unis sous la présidence de Donald Trump ajoutent une pression supplémentaire sur l'économie algérienne.

La mise en place de barrières douanières accrues et une politique protectionniste risquent de rendre plus difficile l'exportation des hydrocarbures algériens, notamment vers certains marchés stratégiques.

Par ailleurs, la politique de prix sur le gaz et le pétrole, influencée par des accords internationaux et des fluctuations du marché, impacte directement les revenus de l'Algérie.

La dévaluation du dollar américain pourrait réduire la valeur des exportations pétrolières algériennes et accentuer le déséquilibre économique du pays.

Quelles solutions pour une transformation économique réelle ?

L'Algérie doit amorcer une transformation politique et une profonde transformation de son économie pour garantir un développement durable et inclusif.

Seule une transformation politique et économique réelle et courageuse permettra à l'Algérie d'exploiter pleinement son potentiel économique au profit de l'ensemble de sa population.

Rédigé par Abdelghani El Arrasse



**Rejoignez notre chaîne WhatsApp
pour ne rien rater de l'actualité !**



SCAN ME

@lodjmaroc





www.pressplus.ma



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

100%
FREE



Pressplus est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire une centaine de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME

DIIIIIIR FOLLOW!!



**SUIVEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX
ET RECEVEZ NOS DERNIÈRES ACTUALITÉS**

@lodjmaroc